Burundi : privé d’aide par l’UE, le président Nkurunziza prend le chemin d’Ankara

France Tv Info,Â 28/07/2017 Les dÃ©putÃ©s burundais ont adoptÃ© Ã lâ€™unanimitÃ©, le 27 juillet 2017, un projet dâ€™ac coopÃ©ration Ã©conomique et commerciale avec la Turquie. Ce vote entÃ©rine la mise en Å“uvre dâ€™un accord signÃ© Ã A y a deux ans dÃ©jÃ .Une bouffÃ©e dâ€™oxygÃ¨ne pour lâ€™Ã©conomie du Burundi, privÃ© des aides de lâ€™Union EuropÃ© Belgique qui lâ€™accusent de violations des droits de lâ€™Homme.Â [PhotoÂ : Le chef de la diplomatie burundaise, Alain AimÃ Nyamitwe, reÃ§u par le prÃ©sident turc Recep Tayyip Erdogan au complexe prÃ©sidentiel Ã Ankara, le 14 juin 2017.]

Comme un seul homme, les dÃ©putÃ©s burundais ont entÃ©rinÃ© le 27 juillet 2017 la mise en Å“uvre dâ€™un accord de coopÃ©ration avec la Turquie, signÃ© il y a deux ans Ã Ankara. Des relations amicales, Ã©conomiques et commerciales A lâ€™unanimitÃ©, ils ont approuvÃ© le projet dâ€™accord prÃ©sentÃ© par le ministre des Relations extÃ©rieures et de la Coop internationale Ã la chambre basse du Parlement. Cet accord basÃ© sur lâ€™Ã©galitÃ© et lâ€™intÃ©rÃªt rÃ©ciproque Â«a po renforcer les relations amicales et dâ€™amÃ©liorer la coopÃ©ration commerciale et Ã©conomiqueÂ» entre le Burundi et la Turc a expliquÃ© Allain AimÃ© Nyamitwe. Selon le ministre citÃ© par lâ€™agence chinoise Xinhua, il sâ€™agit lÃ dâ€™une opport favoriser et promouvoir le commerce entre les deux pays et de soutenir et encourager le dÃ©veloppement et la collaboration technique et industrielle entre leurs deux sociÃ©tÃ©s et leurs institutions Ã©conomiques. Outre le renforcement des Ã©changes dans les domaines agricoles et culturels, le texte prÃ©voit Ã©galement lâ€™introduction de facilitation pour la dÃ©livrance de visas diplomatiques et le renforcement de la coopÃ©ration diplomatique dans les questions bilatÃ©rales et multilatÃ©rales. En pratique, prÃ©cise La Tribune Afrique, des industriels turcs pourront sâ€™installer dans la Zone Ã©conomi spÃ©ciale (ZES) Ã la frontiÃ¨re burundo-congolaise et des investisseurs turcs sont dÃ©sormais attendus dans les domaines de lâ€™agriculture et de lâ€™Ã©levage. DÃ©faire le rÃ©seau GÃ¼llen sur le continent Dans le secteur de lâ€™Ã©ducation, sont mÃªme engagÃ©es Ã fermer le rÃ©seau des Ã©coles GÃ¼llen tissÃ© sur le continent par lâ€™opposant turc dÃ¨s le milie annÃ©es 90. En retour, elles devraient Ãªtre remplacÃ©es par des structures de la Fondation Maarif, crÃ©Ã©e par le prÃ©side Erdogan au lendemain de la tentative de putsch du 15 juillet 2016 pour reprendre en main une Ã©ducation nationale dÃ©vastÃ©e par les arrestations. En bonus, Ankara a dÃ©cidÃ© de revoir Ã la hausse le nombre dâ€™Ã©tudiants burundais l de lâ€™Etat turc. Par ailleurs, la compagnie aÃ©rienne Turkish Airlines devrait ajouter Bujumbura, oÃ¹ Ankara sâ€™apprÃªte Ã une chancellerie, Ã ses destinations. Une bouÃ©e de sauvetage pour le prÃ©sident Nkurunziza Lâ€™accord constitue en tou cas une aubaine pour le prÃ©sident Pierre Nkurunziza Ã la recherche de nouveaux partenariats pour ressusciter une Ã©conomie extÃ©nuÃ©e depuis la suspension des aides extÃ©rieures Ã son administration. AprÃ¨s la Belgique, les Pays-Bas les Etats-Unis, lâ€™Union EuropÃ©enne a en effet dÃ©cidÃ©, le 14 mars 2016, de stopper son aide (20% du budget national) Â Nkurunziza accusÃ© de violation des droits de lâ€™Homme. Notamment en raison de la rÃ©pression quâ€™il exerce sur son opposition pour se maintenir au pouvoir. De son cÃ´tÃ©, la Turquie, en crise ouverte avec les europÃ©ens, a tout intÃ©rÃªt elle aussi Ã Ã©largir le champ de ses alliances. Lâ€™occasion pour le prÃ©sident Erdogan dâ€™Ã©tendre son influence sur le con africain et de faire refluer celle de son rival Fethullah GÃ¼llen. Comme il tente de le faire depuis janvier 2017 dans des pays tels le SÃ©nÃ©gal, le Maroc, la Tanzanie, le Mozambique ou Madagascar. Par Alain Chemali

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});